



Conseil économique et social

Distr. générale
14 janvier 2002
Français
Original: anglais

**Commission du développement durable
constituée en comité préparatoire
du Sommet mondial pour le développement durable
Deuxième session préparatoire
28 janvier-8 février 2002**

Contributions au Sommet de la Conférence des Parties à la Convention sur la lutte contre la désertification à sa cinquième session

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à la Commission du développement durable constituée en comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable les contributions à ce sommet de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la désertification à sa cinquième session, que le Secrétaire exécutif de la Convention a présentée en application de la décision 55/199 de l'Assemblée générale.



Décision 3/COP.5*

Rapport du Groupe de travail spécial chargé d'examiner et d'analyser de manière approfondie les rapports soumis à la Conférence des Parties à ses troisième et quatrième sessions

La Conférence des Parties,

Rappelant l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 22 de la Convention,

Rappelant également sa décision 6/COP.3 par laquelle elle a, entre autres dispositions, créé un groupe de travail spécial chargé d'examiner et d'analyser de manière approfondie les rapports soumis à ses troisième et quatrième sessions afin de tirer des conclusions et de proposer des recommandations concrètes sur les nouvelles mesures à prendre pour mettre en oeuvre la Convention,

Rappelant en outre sa décision 1/COP.4 sur les procédures relatives à l'examen des rapports présentés aux troisième et quatrième sessions de la Conférence des Parties et sa décision 3/COP.4 sur les procédures d'examen de la mise en oeuvre de la Convention,

Rappelant par ailleurs sa décision 2/COP.4 sur le rapport intérimaire du Groupe de travail spécial chargé de l'examen et de l'analyse approfondis des rapports présentés à la Conférence des Parties à ses troisième et quatrième sessions,

Considérant qu'il est nécessaire de favoriser l'établissement de partenariats pour la mise en oeuvre de programmes d'action dans les pays touchés,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport d'ensemble du Groupe de travail spécial figurant dans le document ICCD/COP(4)/AHWG/6;
2. *Prend note également* des conclusions et des recommandations du Groupe de travail spécial jointes en annexe à la présente décision;
3. *Invite* les Parties et les organisations internationales et non gouvernementales intéressées à prendre les dispositions voulues, à la lumière des conclusions et des recommandations du Groupe de travail spécial, pour accélérer la réalisation des programmes d'action nationaux ou la mise en oeuvre de tels programmes, notamment au niveau local;
4. *Engage* toutes les Parties à négocier et à conclure des accords de partenariat fondés, selon les cas, sur les programmes d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux.

11e séance plénière

12 octobre 2001

* Extrait du document ICCD/COP(5)/11/Add.1.

Annexe

Conclusions et recommandations pratiques sur les nouvelles mesures à prendre pour mettre en oeuvre la convention

A. Stratégies et cadres directifs

1. Les Parties se sont félicitées de la tenue prochaine du Sommet mondial pour le développement durable (Rio+10), qu'elles considèrent comme une excellente occasion de susciter une volonté politique renforcée et de mobiliser plus de ressources financières afin de promouvoir la Convention sur la lutte contre la désertification.
2. Les Parties reconnaissent que l'intégration des plans d'action nationaux dans des cadres stratégiques ou des processus consultatifs plus larges relatifs au développement durable est une tâche complexe exigeant la mise en place dans chaque pays d'un mécanisme de consultation approprié.
3. Les pays parties qui siègent aux conseils d'administration d'organisations multilatérales, d'organismes techniques et de banques de développement devraient contribuer à assurer la cohérence des diverses politiques et stratégies lorsqu'ils s'acquittent de leurs obligations au titre de la Convention. La prochaine Conférence des Parties souhaitera peut-être inviter ces pays à inciter les organismes susmentionnés à répondre plus directement aux besoins des populations des terres arides dans le cadre de la mise en oeuvre de la Convention. À cet égard, la coopération naissante entre la Communauté européenne et les pays touchés d'Asie, des Caraïbes et du Pacifique devrait se poursuivre.
4. L'évaluation globale et l'actualisation régulière des données sur la désertification dans le monde demeurent indispensables. Une coordination plus étroite doit être instaurée entre la Convention et les initiatives multilatérales pertinentes lancées récemment. Par exemple, les responsables des initiatives relatives à l'Évaluation du millénaire portant sur l'écosystème et à l'Évaluation de la dégradation des terres arides (LADA) et de l'Initiative intégrée d'aménagement hydraulique et de gestion des terres pour l'Afrique devraient coopérer plus activement avec les centres de liaison nationaux de la Convention dans les pays concernés et les associer à leurs travaux. De même, les responsables de l'Initiative pour le renforcement des capacités devraient être invités à envisager l'inclusion dans leurs programmes d'un appui aux réseaux thématiques régionaux de la Convention.
5. Les débats sur la politique économique qui ont lieu actuellement au sein d'instances multilatérales telles que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) devraient tenir compte davantage des incidences du commerce, de la fixation des prix et des subventions sur l'utilisation durable des ressources naturelles dans les terres arides. La Conférence des Parties souhaitera peut-être inviter le Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC à examiner les questions relatives à la Convention en vue de ménager aux produits des terres arides un plus large accès aux marchés internationaux.
6. Les possibilités d'investissements du secteur privé dans les terres arides sont exploitées dans des secteurs tels que les industries minières et extractives, l'écotourisme, la production de plantes médicinales et de matériel génétique pour

l'industrie pharmaceutique ou la production agricole hors sol. Il conviendrait toutefois de prévoir des incitations pour encourager l'utilisation durable des ressources terrestres par les entreprises. La publication de directives écologiques pour les différents secteurs de l'économie dans les terres arides devrait être encouragée afin que les populations locales en retirent des avantages. À cet égard, le secrétariat de la Convention est invité à continuer de coopérer avec l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN).

7. Dans le souci d'assurer la cohérence requise en matière de politiques au sein du système des Nations Unies, la Conférence des Parties devrait inviter le Secrétaire général à recommander aux chefs de secrétariat des institutions pertinentes d'agir avec détermination pour que les interventions de leurs organisations respectives contribuent à soutenir la Convention et que, en dernière analyse, ces actions bénéficient aux groupes à faible revenu vivant sur les terres arides.

B. Aspects institutionnels, y compris le processus d'examen de la mise en oeuvre

8. La coordination au niveau national est considérée comme la première priorité. Les pays touchés parties sont instamment priés de faciliter l'instauration d'une coordination plus étroite entre les centres de liaison de la Convention et les organes gouvernementaux qui répartissent l'aide au développement, comme les ministères des finances, les commissions de planification ou les départements des affaires étrangères responsables de la coordination de l'aide. Les centres de liaison nationaux sont invités à accorder un degré de priorité plus élevé à la lutte contre la désertification dans les négociations multilatérales et bilatérales.

9. Les pays développés parties et la Communauté européenne devraient encourager plus explicitement les représentants locaux de leur ambassade ou institution d'aide à entretenir des contacts directs avec le centre de liaison national afin d'apporter un appui à l'élaboration du plan d'action national, d'intégrer la dimension environnementale de la Convention dans les programmes de développement et de tenir compte de l'analyse des coûts environnementaux et sociaux afférents aux terres arides lors de l'identification et de la planification des projets.

10. Les pays développés parties sont invités à mettre à profit le processus d'évaluation pour mieux coordonner leurs activités d'aide bilatérale et multilatérale en cours avec celles des pays en développement parties qui appliquent la Convention. Ils sont vivement encouragés à incorporer les résultats de ce processus dans la programmation des futures mesures d'assistance.

11. Les organisations internationales pertinentes sont priées de contribuer plus activement au prochain processus d'évaluation en présentant les dispositions qu'elles prennent pour faciliter le lancement de la phase opérationnelle du processus de mise en oeuvre.

12. Les Parties reconnaissent qu'elles doivent modifier la présentation de leurs rapports nationaux en fonction de l'évolution des besoins du processus de mise en oeuvre, notamment pour ce qui est des activités relatives au Comité de la science et de la technologie et à la participation de la société civile, et demandent donc au

secrétariat de réviser le Guide en vue de l'établissement de la deuxième génération de rapports nationaux.

13. Toutes les Parties conviennent de la nécessité de procéder à un échange d'informations permanent et d'exécuter un bilan analytique pour suivre la mise en oeuvre de la Convention et permettre à la Conférence des Parties de prendre les mesures voulues en fonction de l'évolution des contraintes et des progrès réalisés. Les pays en développement touchés demandent la création d'un organe subsidiaire permanent de la Conférence des Parties chargé d'examiner la mise en oeuvre, ce qui constituerait un pas décisif vers la bonne exécution de cette tâche cruciale.

C. Processus participatif et efforts de sensibilisation au niveau local

14. Il semble que la Convention ait dans une large mesure réussi à sensibiliser les communautés locales à la nécessité d'une gestion durable des ressources naturelles; toutefois, l'intérêt soulevé demande à être soutenu par des actions appropriées. Dans le programme d'action national, des ressources doivent être spécialement affectées à de nouvelles activités de sensibilisation et au soutien de la mise en oeuvre participative de la Convention. Plus précisément, il est recommandé d'élaborer des programmes locaux qui recensent les possibilités d'initiatives synergiques dans une zone donnée, au niveau communautaire.

15. Il a également été jugé nécessaire de faire comprendre à l'opinion des pays développés parties l'importance de la Convention, notamment dans le cadre de préoccupations générales telles que l'atténuation de la pauvreté dans les zones rurales ou l'émigration forcée des populations des terres arides.

16. Des ressources supplémentaires provenant de sources de financement destinées à l'adaptation aux changements climatiques devraient ainsi permettre l'exécution des programmes envisagés au titre des programmes d'action nationaux; il s'agirait de mettre en route des projets de renforcement des capacités afin que les communautés locales soient en mesure de s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention sur la lutte contre la désertification, de la Convention sur la biodiversité et de la Convention-cadre sur les changements climatiques. Les activités de formation de ce type comprendraient des directives pour la planification d'un ensemble intégré de mesures qui contribueraient à la remise en état des environnements dégradés, à la protection de la biodiversité et à l'entretien des puits de carbone tout en répondant aux besoins socioéconomiques de la population locale. Les enseignements tirés de l'application de la Convention sur la lutte contre la désertification doivent être diffusés à l'échelle locale.

D. Mécanisme consultatif pour les accords de partenariat

17. Les Parties qui ont achevé leur plan d'action national doivent maintenant mettre en place sans tarder un mécanisme consultatif fiable pour la conclusion d'accords de partenariat. La Conférence des Parties examinera peut-être les moyens de faire parvenir le plus rapidement possible aux centres de liaison nationaux l'aide dont ils ont besoin dans ce domaine.

18. Les participants se sont félicités du soutien apporté par les coordonnateurs résidents du système des Nations Unies aux programmes d'action nationaux; les

bureaux extérieurs du PNUD devraient s'attacher de manière plus systématique à faciliter l'organisation de réunions consultatives au sujet de la Convention sur la lutte contre la désertification.

19. De même, les centres de liaison nationaux de toutes les régions et les donateurs bilatéraux souhaiteront peut-être identifier les chefs de file bilatéraux de leurs pays respectifs qui sont susceptibles de participer au lancement de ce processus consultatif. Les pays développés parties sont invités à tenir des consultations dans une enceinte appropriée de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pour adopter une politique commune sur les mécanismes consultatifs lancés à l'initiative des pays en vue de conclure des accords de partenariat qui pourraient être mis en place dans le cadre de la Convention et de rendre compte à la prochaine session de la Conférence des Parties des progrès accomplis.

20. Il est recommandé que la Conférence des Parties, à sa cinquième session, adopte une proposition de calendrier des réunions consultatives pour les pays qui ont adopté leur plan d'action national, conformément aux dispositions pertinentes des annexes de la Convention sur la mise en oeuvre au niveau régional.

E. Mesures prises dans le cadre des programmes d'action nationaux

21. Le manque de ressources financières a été le motif le plus souvent invoqué pour expliquer les retards enregistrés dans l'établissement des programmes d'action nationaux pour combattre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse. Les coprésidents ne peuvent que réitérer l'appel qu'ils ont lancé dans leur rapport intérimaire sur la première session du Groupe de travail spécial. Dans le contexte de la Déclaration sur les engagements, adoptée par la Conférence des Parties à sa quatrième session, il convient que les donateurs bilatéraux et multilatéraux fournissent des fonds qui facilitent l'achèvement des programmes d'action nationaux. Ils sont invités à examiner les moyens d'y parvenir avant la cinquième session de la Conférence des Parties.

22. Pour améliorer la coordination nationale, il faut d'abord renforcer l'échange d'informations entre les ministères et les organismes et/ou institutions pertinents. Les milieux scientifiques et les établissements de recherche doivent aussi y participer. Il importe en outre d'améliorer l'échange d'informations au niveau national, notamment en tenant compte du fait que les négociateurs de l'assistance bilatérale devraient être associés dès le début au programme d'action national, tout comme les ministères de la planification et des finances. En rationalisant les flux d'information au niveau national, on augmente les chances de recevoir une assistance financière pour des projets de lutte contre la désertification. On s'adressera à diverses sources d'aide, y compris du secteur privé, pour doter les centres de liaison nationaux et les principaux intervenants de la technologie de l'information appropriée.

23. Le Programme d'action national doit occuper une place centrale parmi les multiples instruments traitant des questions liées à la désertification et à la sécheresse, ce qui représente un défi énorme que le centre de liaison national doit relever avec le soutien de partenaires multilatéraux et bilatéraux, qu'il s'agisse de coordination, d'échange d'informations en temps voulu ou, le cas échéant, d'assistance technique. Pour suivre effectivement l'application de la Convention sur

la lutte contre la désertification, il convient de créer des liens avec les instruments pertinents tout en préservant l'intégrité du processus de formulation et d'adoption du plan d'action national.

F. Coopération sous-régionale et régionale

24. Les problèmes créés par les facteurs humains et les interactions entre écosystèmes exigent souvent que les pays partageant les mêmes écosystèmes recherchent des solutions communes. Il est impératif aussi que les meilleures pratiques et les leçons tirées de l'expérience soient effectivement communiquées et exploitées, notamment en ce qui concerne les systèmes d'information géographique (SIG), la météorologie ou l'agroécologie fondée sur le savoir. À cet égard, on a fait l'éloge du rôle joué par les organisations sous-régionales et régionales et il a été une nouvelle fois demandé que leur capacité de soutenir l'élaboration des programmes d'action nationaux dans les pays membres soit renforcée.

25. Il convient d'étoffer encore les réseaux thématiques régionaux. Ils jouent un rôle d'appui efficace à l'égard des initiatives émanant du Comité de la science et de la technologie, par exemple en ce qui concerne les repères et indicateurs, la promotion et la protection des connaissances traditionnelles et la mise à profit des meilleures pratiques. Les initiatives prises doivent s'inspirer des succès déjà remportés. Reproduire les meilleures pratiques peut être un bon moyen de transmettre les connaissances.

26. Compte tenu de ce qui précède, un grand nombre de Parties ont souligné la nécessité de conclure des accords de partenariat aux niveaux sous-régional et régional, d'autant que les institutions spécialisées sous-régionales et régionales sont à même d'apporter une contribution concrète des plus utiles à l'examen du processus de mise en oeuvre.

27. Il est recommandé d'encourager la poursuite des échanges d'informations, de services consultatifs et d'expériences entre les structures assurant la mise en oeuvre au niveau régional au titre des annexes de la Convention, en tirant pleinement parti des institutions régionales et sous-régionales existantes pour la coopération Sud-Sud.

G. Financement de la mise en oeuvre de la Convention

28. Les Parties ont estimé que les crédits alloués à l'agriculture, au développement rural et/ou à la lutte contre la désertification dans le cadre du budget national d'un pays partie touché donnent une bonne indication de la volonté politique qui anime ce pays de s'acquitter de ses obligations au titre de la Convention sur la lutte contre la désertification. Conformément à la Déclaration sur les engagements visant à renforcer l'exécution des obligations énoncées dans la Convention, adoptée à la quatrième session, les Parties ont réaffirmé la nécessité de fournir une aide financière substantielle aux pays en développement.

29. Les Parties se sont félicitées de la manière dont le Mécanisme mondial s'acquitte de son mandat et du rôle positif qu'il joue pour mobiliser les donateurs. Elles ont toutefois reconnu que, cinq ans après son entrée en vigueur, la Convention ne disposait toujours pas d'un mécanisme prévisible permettant de financer, en

temps voulu et de manière adéquate, les activités de base touchant la mise en oeuvre de la Convention, telles que l'établissement de rapports nationaux ou la préparation et l'adoption d'instruments de programmation aux niveaux national, sous-régional ou régional, sans parler des activités opérationnelles relevant des programmes d'action nationaux.

30. À ce propos, s'agissant de l'octroi des moyens de financement nécessaires, un nombre significatif de Parties recommandent au Conseil du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) de prévoir, au cours de la prochaine opération de reconstitution des ressources, un guichet de financement de la lutte contre la désertification permettant d'obtenir des ressources du FEM afin de faciliter et de garantir la mise en oeuvre de la Convention, notamment les activités de base.

31. Parallèlement, du côté de la demande de financement, il faudrait que les bureaux extérieurs du PNUD dans les pays touchés soient dotés de ressources additionnelles qui leur permettent d'organiser, avec un chef de file bilatéral, des réunions consultatives destinées à élaborer les accords de partenariat requis pour financer les opérations proposées dans le cadre des programmes d'action nationaux, en coopération avec le Mécanisme mondial et le secrétariat.

32. Il faudrait que le Mécanisme mondial, en coopération avec les membres de son Comité de facilitation, s'attache à faire cadrer rapidement l'offre et la demande en facilitant le financement des opérations relevant des programmes d'action nationaux, et qu'il se voie confier la surveillance des activités de suivi de ce processus consultatif afin que l'aide annoncée soit versée en temps voulu. Il faudrait aussi renforcer son rôle de soutien aux programmes d'action sous-régionaux et régionaux.

H. Questions relatives au Comité de la science et de la technologie, notamment les repères et indicateurs

33. Les initiatives concernant la gestion de l'environnement doivent être soutenues par de nouvelles mesures de renforcement des capacités, notamment au niveau local. Plus précisément, des formateurs sont nécessaires dans les centres de liaison afin de dispenser une formation systématique à l'élaboration et à l'application des indicateurs relatifs à la désertification, ainsi qu'une formation à l'utilisation des systèmes d'information géographique et des notices d'impact sur l'environnement.

34. Il faudrait aussi des activités d'information et de sensibilisation à l'intention des milieux universitaires et scientifiques, activités qui engloberaient, dans le cadre d'un système national de surveillance propre à la désertification, les questions liées à l'élaboration et à l'application de repères et d'indicateurs, afin que les représentants de l'organe de coordination national puissent commencer à utiliser et à expérimenter les indicateurs de mise en oeuvre élaborés par le Comité de la science et de la technologie (CST) en bénéficiant du soutien institutionnel voulu de la part des milieux scientifiques de leurs pays respectifs. Le Comité de la science et de la technologie n'a pas encore défini les indicateurs d'impact.

35. Une assistance financière s'avère nécessaire en vue de définir des zones d'activités pilotes pour expérimenter les indicateurs dans le cadre d'un processus de suivi et d'évaluation, conformément aux recommandations du CST.

36. Une assistance financière est également requise pour procéder aux inventaires nationaux des connaissances et pratiques traditionnelles utilisées pour combattre la désertification. Les réseaux thématiques régionaux de la Convention, qui représentent des structures décentralisées permettant d'élargir le champ d'application de ces activités, devraient être dotés des moyens nécessaires à cet effet.

37. Enfin, il a été recommandé que le secrétariat, lorsqu'il révisera le Guide relatif à la préparation des PAN comme prévu dans la décision 10/COP.4, tienne compte des besoins des pays développés parties touchées et y fasse figurer les directives suivantes, qui prennent en compte les préoccupations, les activités et les recommandations du CST, et que les Parties devraient appliquer s'il y a lieu:

- Élaboration et utilisation de repères et d'indicateurs qui ne soient pas seulement physiques et biologiques mais traitent des questions institutionnelles, notamment d'ordre législatif et socioéconomique, telles que l'évaluation qualitative et quantitative de la participation de la société civile;
- Utilisation ou nécessité d'utiliser des systèmes d'alerte précoce pour la gestion de la sécheresse;
- Présentation d'activités, de projets et de programmes essentiels en cours et/ou prévus qui s'attaquent aux causes profondes ou corrigent les effets visibles de la désertification afin d'en tirer les leçons et de faire connaître les méthodes scientifiques et techniques utilisées;
- Aperçu des activités de collaboration Sud-Sud et Nord-Sud qui mettent en relief les avantages de l'échange et du transfert d'informations, de technologies et de savoir-faire technique;
- Présentation des stratégies et approches utilisées pour recueillir, mettre en commun et communiquer des informations afin de mobiliser et de sensibiliser l'opinion, et utilisation et amélioration des connaissances traditionnelles pour lutter contre la désertification;
- Présentation des méthodes et activités existantes et/ou envisagées qui sont fondées sur la synergie ou la collaboration avec d'autres accords multilatéraux relatifs à l'environnement, en particulier la Convention sur la diversité biologique et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Décision 8/COP.5*

Sommet mondial pour le développement durable

La Conférence des Parties,

Convaincue que le Sommet mondial pour le développement durable fournira une excellente occasion de susciter une plus grande volonté politique et de mobiliser davantage de ressources en faveur de la mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification,

Vivement préoccupée par l'aggravation de la désertification à l'échelle mondiale, malgré la poursuite des nombreux efforts déployés avec succès par la communauté internationale depuis l'entrée en vigueur de la Convention et en dépit des progrès accomplis,

Rappelant la résolution 55/199 de l'Assemblée générale sur l'examen décennal des progrès accomplis dans la mise en oeuvre des textes issus de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, dans laquelle l'Assemblée a invité, notamment, les organes de suivi des conventions liées à la Conférence à participer pleinement à l'examen décennal des progrès accomplis dans la mise en oeuvre d'Action 21,

Rappelant également qu'au chapitre 12 d'Action 21, la lutte contre la désertification figure parmi les actions stratégiques à entreprendre dans le domaine de l'environnement et du développement durable,

1. *Décide* de soumettre à l'examen du Sommet mondial pour le développement durable, par l'intermédiaire du Président du Comité préparatoire, le résumé, par le Président, des séances de la réunion ministérielle et du dialogue de haut niveau tenus en marge de la cinquième session de la Conférence des Parties à la Convention, sur le thème « Atténuer la pauvreté en appliquant rapidement et de manière efficace la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification »; ce résumé est annexé au rapport de la Conférence des Parties et est reproduit ci-après;

2. *Invite* le Secrétaire exécutif à soumettre à l'examen du Sommet mondial pour le développement durable, par l'intermédiaire du Président du Comité préparatoire, la décision 3/COP.5 sur le rapport du Groupe de travail spécial chargé d'examiner et d'analyser de manière approfondie les rapports soumis à la Conférence des Parties à ses troisième et quatrième sessions, et, en particulier, les conclusions et recommandations du Groupe de travail spécial qui y sont annexées;

3. *Prie* le Secrétaire exécutif de continuer à prendre une part active aux préparatifs du Sommet mondial pour le développement durable et de participer au Sommet lui-même, pour faire en sorte que les buts et objectifs de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, en particulier ceux qui concernent l'élimination de la pauvreté et le développement durable, soient pleinement pris en compte dans les conclusions du Sommet, et d'en rendre compte à la Conférence des Parties à sa sixième session;

4. *Invite* les participants au Sommet mondial pour le développement durable à tenir compte, dans leurs délibérations, des défis posés et des possibilités offertes

* Extrait du document ICCD/COP(5)/11/Add.1.

par la lutte contre la désertification et les activités visant à freiner la dégradation des sols et à atténuer les effets de la sécheresse dans les pays touchés, y compris en ce qui concerne les ressources financières, dans le but de renouveler les engagements politiques et d'assurer le développement durable, compte tenu du principe des responsabilités communes mais différenciées;

5. *Encourage* les gouvernements à associer les centres nationaux de liaison de la Conférence au processus du Sommet mondial pour le développement durable et les organisations non gouvernementales à participer à ce processus, et invite les pays développés à apporter leur concours dans ce sens, par les voies appropriées.

11e séance plénière

Le 12 octobre 2001

Annexe

Résumé du Président

Réunion ministérielle et dialogue de haut niveau

Lundi 8 et mardi 9 octobre 2001

Introduction

Deux séances du dialogue de haut niveau se sont tenues en marge de la cinquième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. L'une était une réunion informelle au niveau ministériel et l'autre un dialogue ouvert à tous les hauts représentants, dans le cadre des séances officielles de la réunion spéciale de la Conférence. Il s'agissait d'encourager ces représentants de haut niveau à participer à un débat d'idées et de leur donner l'occasion d'exprimer leurs préoccupations au sujet des terres arides à cette dernière session de la Conférence des Parties avant la tenue à Johannesburg, en septembre 2002, du Sommet mondial pour le développement durable.

En tant qu'expérience nouvelle, ces réunions ont été un succès et de nombreuses Parties ont fait part de leur satisfaction. Dans le cadre de la réunion spéciale, une quarantaine, voire une cinquantaine, d'intervenants ont pris une part active à un débat franc sur les problèmes d'importance cruciale liés aux terres arides. Par conséquent, les Parties souhaiteront peut-être étudier avec le secrétariat les possibilités d'organiser à l'avenir des sessions de cette nature, voire d'améliorer la qualité des débats et de mieux les cibler sur des questions précises convenues à l'avance.

Les participants sont remerciés pour leurs contributions utiles à ce débat. Il est à espérer que la synthèse ci-après du débat, en n'omettant aucun des grands enjeux et thèmes abordés, encourage tous les intéressés à poursuivre la discussion dans le cadre des différentes étapes du processus préparatoire au Sommet de Johannesburg.

Le contexte

Les participants étaient appelés à donner leur avis sur les principaux problèmes qui se posent dans l'étude de la relation entre la désertification ou la dégradation des terres et la pauvreté. Ils étaient censés échanger leurs données d'expérience sur les meilleures pratiques (celles qui se sont révélées fructueuses comme les autres), mettre en évidence les principaux obstacles au progrès, indiquer les mesures prioritaires que pourraient prendre les gouvernements des pays touchés, les organisations et pays donateurs et les populations touchées et étudier la contribution que pourrait apporter la Convention en tant qu'instrument de réduction de la pauvreté, en particulier en tirant parti des effets de synergie entre les différents accords multilatéraux sur l'environnement.

Le débat : Enjeux majeurs

Tous les participants ont réaffirmé que la désertification était liée à la pauvreté. Leur conception de la désertification a évolué : l'accent précédemment mis sur les aspects biophysiques à l'origine de la dégradation des sols a cédé la place à une conception plus globale selon laquelle la désertification est de toute évidence un problème relevant à la fois du développement et de l'environnement. Recensant les mesures concrètes qu'appelle la désertification, les participants ont mis l'accent sur la nécessité de tenir compte des causes socioéconomiques profondes de la pauvreté.

Les participants ont soutenu que la désertification était à la fois la cause principale et la conséquence de la relation problématique environnement/pauvreté. Les pertes de terres et de ressources en eau entraînent les populations marginales dans un cercle vicieux caractérisé par des pressions sans cesse accrues sur des ressources naturelles en constante diminution. La lutte contre la désertification doit viser à briser ce cercle vicieux et, pour ce faire, doit prendre une dimension interorganisationnelle et multisectorielle. La prise en compte des objectifs de la Convention dans les stratégies de lutte contre la pauvreté contribuerait à réaliser cet objectif. Enfin, les actions entreprises doivent permettre de réaliser des économies d'échelle et de rentabiliser les investissements.

Une importance cruciale est reconnue au partenariat, notamment entre donateurs et pays en développement, entre donateurs eux-mêmes et avec les groupes de la société civile.

Il a été noté qu'au niveau national, le principal défi qui se posait aux gouvernements était de savoir quelle approche concertée et multisectorielle était susceptible de déboucher sur des résultats concrets face à la relation problématique désertification/pauvreté. Une idée qui a été examinée portait sur l'éventualité de renforcer le rôle de sensibilisation des ministères de l'environnement et leur poids politique au sein des appareils gouvernementaux respectifs des Parties. Certains participants ont en revanche estimé que le problème, pour les ministères de l'environnement, n'était pas tant lié à leur poids politique qu'aux impératifs du processus général de développement. C'est ainsi que les outils de planification du développement, tels que négociés par les pays donateurs en partenariat avec les pays bénéficiaires, sont gérés et utilisés dans un sens trop favorable aux secteurs sociaux. L'accent est mis sur la réduction de la pauvreté tandis que des questions pertinentes telles que l'environnement, qui méritent aussi l'attention, sont parfois négligées. De toute évidence, tant les donateurs que les pays en développement touchés ont un rôle à jouer dans la recherche des moyens permettant de donner à l'environnement une place plus importante dans les programmes de développement.

Les participants ont également estimé que la création de revenus revêtait une importance capitale pour briser le cycle pauvreté-désertification-pauvreté et que la promotion d'autres modes de subsistance pourrait contribuer à la fois à réduire la pauvreté et à combattre la désertification. Dans le cadre des économies agricoles rurales, la production agricole et le mode de subsistance sont intimement liés et renvoient aux problèmes relatifs à la sécurité alimentaire, aux marchés, au commerce agricole et au cadre macroéconomique général. C'est ainsi que la décision de centraliser les exploitations et d'investir dans la monoculture de produits d'exportation peut avoir pour conséquences l'accélération de la dégradation des sols, l'instabilité des prix et la baisse du niveau de vie. Les préoccupations

écologiques qui en résultent, liées notamment aux déchets chimiques produits par des pesticides et des engrais inadaptés, ne font qu'exacerber le problème.

Même lorsque des investissements durables peuvent être consentis en faveur de la production agricole, ils n'ont guère de chances de porter leurs fruits si l'infrastructure de base et un environnement porteur ne sont pas en place. Les participants ont cité un grand nombre de contraintes, notamment la faible compétitivité des marchés, l'accès limité au crédit et à l'investissement, la médiocrité des infrastructures, en particulier du réseau routier, l'accès aux ressources en eau ou les sources d'énergie de substitution (au bois de chauffage). Remédier à ces lacunes nécessite des engagements coûteux et de longue haleine.

À cet égard, plusieurs participants ont estimé qu'il fallait fournir aux pays en développement touchés une aide financière suffisante pour leur permettre d'entreprendre les activités nécessaires. Par ailleurs, l'appui au renforcement des capacités et au transfert de technologie, aussi bien entre le Nord et le Sud qu'entre pays du Sud, revêtait une grande importance.

Une autre question ayant figuré en bonne place dans nombre des interventions faites durant la réunion spéciale a porté sur le régime foncier et le droit aux moyens de production. De nombreux participants ont procédé à un échange de données d'expérience et de connaissances sur cette question et ont fait plusieurs suggestions, allant d'un régime foncier moderne et privatisé à un mode de propriété communautaire et plus traditionnel. Si aucun régime n'a été considéré comme supérieur aux autres, le débat n'en a pas moins fait ressortir le vif intérêt que cette question a suscité auprès des participants à la réunion spéciale. Les Parties à la Convention souhaiteront peut-être étudier le sujet de manière plus approfondie.

Même si elle n'a pas fait l'objet d'un consensus, la question de l'accès et du droit à la terre et à un mode de subsistance sûr s'est révélée être manifestement au coeur du problème. Si les systèmes appropriés ne sont pas mis en place, les personnes dans la détresse n'ont plus d'autre choix que de migrer et/ou de recourir à des pratiques agricoles non viables. Malheureusement, comme l'a noté un participant, l'exode rural n'est pas la panacée; il ne sert qu'à dégrader la périphérie des villes tout en contribuant à la pauvreté urbaine.

Le débat a fait ressortir le rôle sous-jacent de la pression démographique, tant en milieu rural que dans les zones urbaines. À cet égard, un point de vue intéressant a été présenté par un participant, qui a fait observer que le vrai problème n'était pas tant le nombre d'habitants que la nature de l'impact qu'ils peuvent avoir. Par conséquent, il faut plutôt se préoccuper de ce que ces populations font ou ne font pas pour utiliser et gérer les sols de façon durable. Le comportement apparaît comme une donnée fondamentale.

Poussant plus loin l'analyse, de nombreux participants ont indiqué que la solution passait par des mesures d'aide directe en faveur des pauvres. Toutefois, ces solutions « favorables aux pauvres » ne sauraient être imposées. Ce n'est pas non plus une question de processus – consultation, participation, etc. – mais plutôt de responsabilisation : donner aux personnes touchées, en particulier aux plus vulnérables d'entre elles, les moyens et l'autonomie leur permettant d'élaborer, de mettre en oeuvre et de maîtriser leur propre politique de changement. Des participants ont en outre souligné la nécessité de responsabiliser les femmes qui, en raison du rôle qu'elles jouent, méritent une attention toute particulière. Il est deux

notions qui sont étroitement liées à cet appel à la responsabilisation, à savoir la démocratisation et la décentralisation. Des intervenants ont déclaré observer une tendance à la participation accrue de la société civile, notamment les organisations non gouvernementales (ONG), les organisations communautaires et les coopératives, ainsi qu'à la décentralisation au niveau local du processus décisionnel, y compris en matière financière.

Le débat sur la modification des comportements a conduit plusieurs orateurs à souligner la nécessité d'améliorer l'éducation et la formation. Ils ont décrit à cet égard un large éventail de besoins, allant de l'enseignement de notions d'environnement à l'école primaire à la formation de décideurs nationaux et d'experts en matière d'évaluation économique (s'agissant des effets de la désertification) et de résolution des conflits, voire de négociateurs, en passant par le renforcement des capacités au niveau local, les programmes de vulgarisation et de formation professionnelle en matière d'utilisation des terres et des ressources en eau et l'amélioration des moyens de recherche scientifique et de l'application des résultats.

S'agissant des activités de programme, il a été noté que la nature même des interventions était en train de changer, le programme tendant à supplanter le projet comme moyen de mise en oeuvre. Plusieurs intervenants ont décrit les résultats positifs de leurs programmes, dont un grand nombre se caractérisaient par une approche fondée sur l'écosystème ou le bassin hydrographique (par exemple au niveau de l'aire de drainage), des actions transfrontières, etc. D'autres ont évoqué les efforts qu'ils déployaient pour renforcer les liens entre les différents programmes relatifs à la désertification, aux changements climatiques et/ou à la diversité biologique.

L'idée d'harmoniser les accords multilatéraux sur l'environnement et de les intégrer effectivement dans les stratégies de réduction de la pauvreté est revenue à plusieurs reprises dans le débat. De nombreux participants ont estimé que le fait d'articuler les questions environnementales dans des conventions internationales avait malheureusement conduit à l'élaboration d'instruments distincts, aux processus parallèles. Il reste donc beaucoup à faire pour créer un effet de synergie entre les différentes conventions.

La nécessité d'harmoniser les politiques cohérentes a également été soulignée. Sur ce point aussi, des opinions très diverses ont été exprimées durant la réunion spéciale. Ainsi certains pays ont fortement insisté sur la nécessité, pour les pays en développement, d'être dirigés de façon efficace, tandis que, selon d'autres, les donateurs devaient reconnaître que leurs pressions politiques et leurs cycles de planification à court terme ne contribuaient pas nécessairement à l'intégration souhaitée. Les bailleurs de fonds devaient plutôt étudier les moyens de forger des partenariats durables avec les pays en développement, dans le but de favoriser la coordination et l'harmonisation des politiques.

Mais, comme l'a souligné un autre intervenant, le risque est de vouloir trop entreprendre. En effet, le souci de cohérence et d'intégration peut conduire à l'immobilisme. S'il est une conclusion à tirer du débat de haut niveau, c'est bien qu'il est essentiel d'agir sans délai.

La voie du progrès

On trouvera ci-après les principaux points du débat, que la Conférence des Parties pourrait juger utile d'examiner de plus près :

- Pauvreté et désertification sont inextricablement liées.
- La stratégie de réduction de la pauvreté devrait être le moteur des différentes politiques adoptées.
- Les objectifs de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification devraient être intégrés aux stratégies de réduction de la pauvreté.
- Il est essentiel de financer et d'appuyer de façon adéquate le transfert de technologie et le renforcement des capacités.
- Des indicateurs simples et concrets, tels que la réduction de la couverture forestière, la gravité de la dégradation des sols ou la quantité d'eau disponible, aideront à mesurer aussi bien les progrès accomplis dans la gestion des terres arides que le succès de la lutte contre la pauvreté.
- La cohérence des politiques doit être assurée à tous les niveaux, sur la base du consensus et dans un véritable esprit de partenariat. Des partenariats productifs sont la clef du succès.
- La priorité doit être donnée à la mobilisation de ressources et à la création de revenus en faveur des populations locales.
- Des projets types ou pilotes pourraient être utilisés pour illustrer les leçons tirées de l'expérience et les meilleures pratiques en ce qui concerne les modes de subsistance viables sur les terres arides.
- L'utilisation efficace des ressources disponibles suppose que l'on intègre aux stratégies de réduction de la pauvreté les objectifs des accords multilatéraux sur l'environnement.
- Les bailleurs de fonds devraient coopérer avec les pays en développement en vue de favoriser la cohérence des politiques, de façon à aider ces pays à intégrer les objectifs de la Convention dans leurs stratégies de développement.
- Il convient d'encourager la création du cadre (infrastructurel, juridique, institutionnel, etc.) indispensable à la mise en oeuvre effective de la Convention ou le renforcement de ce cadre s'il existe déjà.
- Il est indispensable de mettre l'accent sur l'éducation dans le domaine de l'environnement et en outre de mieux répondre aux besoins dans les domaines de l'éducation, de la formation et du renforcement des capacités au sens plus large.
- Il faut renforcer les projets sociaux et communautaires en consacrant des investissements à la répartition équitable des ressources, notamment en eau.
- Les populations locales doivent être dotées de moyens leur permettant d'assurer leur propre développement durable.

- Il convient de reconnaître et d'appuyer le rôle de la société civile (ONG, organisations communautaires, coopératives, etc.) en tant que partenaire clef des pouvoirs publics dans le processus de développement.
-